

Etats-Unis/Elections de mi-mandat

Trump aux Américains : votez républicain ou les Etats-Unis seront envahis

AFP
Pensacola/Etats-Unis

Argument de campagne final destiné à sauver la majorité républicaine.

LE président Donald Trump a averti les Américains samedi qu'une victoire démocrate aux élections législatives de mi-mandat demain précipiterait l'avènement du socialisme aux Etats-Unis et l'arrivée de hordes de criminels venus d'Amérique centrale, son argument de campagne final pour sauver la majorité républicaine.

"Ils imposeront le socialisme en Floride. Bienvenue au Venezuela", a lancé Donald Trump samedi soir à Pensacola en Floride, lors d'un meeting de soutien aux candidats républicains au Sénat et au poste de gouverneur, Rick Scott et Ron DeSantis.

L'avion présidentiel Air Force One était garé sur le tarmac de l'aéroport où se tenait le meeting, en toile de fond, comme l'avion Trump figurait en arrière-plan de ses meetings de candidat, il y a deux ans.

A chaque étape, le milliardaire républicain vante les excellents chiffres de l'emploi et les baisses d'impôts adoptées en décembre 2017, avant de se lancer dans une description apocalyptique de la politique migratoire de ses adver-



Photo : AFP

Retrouvant ses accents de campagne, le président Donald Trump s'est lancé samedi dans une description apocalyptique de la politique migratoire de ses adversaires démocrates.

saires. Les démocrates, a-t-il dit, veulent "effacer les frontières" et faire passer "les clandestins avant les citoyens américains".

"Le programme immigration des démocrates est de faire venir le trafic de drogues, le trafic d'êtres humains, et les cartels criminels", a-t-il aussi lancé dans le Montana.

Depuis des semaines, il parle en termes inquiétants des caravanes de plusieurs milliers de migrants d'Amérique centrale traversant actuellement le Mexique vers les Etats-Unis, et contre qui il a envoyé des milliers de soldats à la frontière mexicaine. Selon lui, 300 d'entre eux sont "très mauvais". Il a dit avoir reçu des informations du Mexique sur ces migrants.

"Les barbelés peuvent être une bien jolie chose, quand ils sont bien posés", a aussi dit le 45e président améri-

cain. **OBAMA TRES DEMANDE.** Le premier rendez-vous électoral national depuis l'élection de 2016 déterminera qui contrôlera les deux chambres du Congrès jusqu'à la prochaine présidentielle, le 3 novembre 2020.

Le républicain n'entretient pas le suspense sur sa candidature à ce scrutin-là, plaisantant sur son prochain slogan (traduisible par "Maintenir la grandeur de l'Amérique"), et assurant que ses débats contre le futur candidat démocrate seront "très faciles".

Du côté démocrate, c'est son prédécesseur Barack Obama qui a endossé le costume du sauveur, après avoir passé 22 mois dans une relative réserve politique.

Il y a huit ans, Barack Obama s'apprêtait à subir un raz-de-marée républicain à ses propres premières élections de

mi-mandat : c'était la "révolution" de la mouvance conservatrice du Tea Party. Cette année, le retraité à la cote et est la figure la plus recherchée du parti démocrate, en l'absence de leader naturel.

"Je suis là pour une simple raison : vous demander d'aller voter", a lancé Barack Obama vendredi soir à Atlanta, en Géorgie, pour soutenir la femme qui pourrait devenir demain la première gouverneuse noire élue de cet Etat du Sud, Stacey Abrams.

"Les conséquences de l'absentéisme sont profondes, car l'Amérique est à la croisée des chemins", a-t-il déclaré. "Les valeurs de notre pays sont en jeu".

Barack Obama était à nouveau en meetings hier, tout comme Donald Trump.

VOTES ANTICIPES. Chez les républicains, les candidats recherchent activement le soutien de Donald Trump, qui reste la person-

nalité la plus rassembleuse et populaire du parti et assume que ces élections soient un référendum sur sa personne.

Echaudés par la surprise de 2016, les médias américains se montrent plus prudents et évitent toute prédiction définitive à partir des sondages qui donnent un avantage aux démocrates pour la chambre basse du Congrès. Pour les 435 sièges de la Chambre des représentants, renouvelés pour deux ans, la course se concentre sur une soixantaine de circonscriptions, les autres étant assez solidement ancrées chez l'un ou l'autre parti.

Quant au Sénat, 35 sièges sur 100 sont en jeu, pour des mandats de six ans. Hasard du calendrier, ces Etats sont pour la plupart dans des régions conservatrices, ce qui complique toute reconquête démocrate.

Les élections semblent bénéficier cette année d'une mobilisation inédite pour un rendez-vous qui habituellement ne suscite qu'une participation de 40 à 45%, contre plus de 60% aux présidentielles.

Plus de 32 millions d'électeurs ont déjà voté par correspondance ou en personne, selon Michael McDonald, professeur à l'Université de Floride. C'est 20% de plus que l'ensemble des votes anticipés aux élections de mi-mandat de 2014, selon lui.

Les "midterms", enjeux et mode d'emploi

AFP
Washington/Etats-Unis

Les Américains sont donc appelés aux urnes demain pour les élections de mi-mandat (les "midterms"), une série de scrutins nationaux et locaux organisés deux ans après la présidentielle, qui se transforme souvent en référendum sur l'occupant de la Maison Blanche.

• La Chambre basse renouvelée

L'ensemble des 435 sièges de la Chambre des représentants sont remis en jeu. Les républicains y disposent d'une majorité confortable (236-193, avec six sièges vacants). Pour reprendre le contrôle de la Chambre basse du Congrès, les démocrates doivent gagner 23 sièges supplémentaires et la victoire est à leur portée même si une trentaine de scrutins sont très serrés,

selon les sondeurs. Les nouveaux élus entameront leur mandat de deux ans début janvier 2019.

• Un tiers du Sénat en jeu
Au Sénat, qui compte 100 élus (deux par Etat), un tiers des postes sont renouvelés tous les deux ans et 35 sièges sont en jeu cette année. Les républicains disposent d'une courte majorité (51-49). Mais la carte électorale de la Chambre haute est beaucoup plus défavorable aux démocrates car ils doivent défendre 26 sièges – et six d'entre eux sont menacés – contre seulement neuf pour les républicains. Les sénateurs sont élus pour six ans et débiteront également leur mandat début janvier.

• Des scrutins locaux
Pratiquement toutes les assemblées locales (Chambre et Sénat des Etats), les gouverneurs de 36 Etats sur 50 ainsi que de nombreux autres postes (maires, juges locaux, shérifs...)

sont renouvelés. Les électeurs se prononceront aussi sur une multitude d'initiatives locales.

• Quels enjeux ?
L'impact de ces scrutins pourrait être monumental car en plus de 150 ans, le parti du président n'a que très rarement échappé à un vote sanction, et les républicains redoutent de perdre le contrôle du Congrès. Si les démocrates prennent la majorité à la Chambre, la probabilité du lancement d'une procédure de destitution contre Donald Trump ("impeachment") augmente grandement. Ils prendraient la tête de commissions parlementaires qui pourraient notamment enquêter sur les soupçons de collusion entre l'équipe de campagne du milliardaire et la Russie lors de la présidentielle de 2016. Si les démocrates parviennent aussi à prendre le contrôle du Sénat, alors ce sont toutes les éventuelles

nominations de Donald Trump pour la Cour suprême, le système judiciaire fédéral ou des postes exécutifs au sein de l'administration qui pourraient être bloquées. Le Sénat a le dernier mot sur ces choix présidentiels.

• Un vote sur Trump

Bien que le nom de Donald Trump ne figure pas sur les bulletins de vote, de nombreux Américains perçoivent le scrutin comme un référendum sur le président. Conscient du danger, M. Trump est monté au créneau pour mobiliser ses électeurs avec des meetings dans huit Etats en moins d'une semaine (Floride, Ohio, Géorgie, Indiana, Missouri, Montana, Tennessee et Virginie occidentale).

Dans des Etats conservateurs comme le Kansas ou la Caroline du Sud, les candidats républicains n'ont aucune raison de se distancer du milliardaire, très populaire auprès de l'électorat local. Mais dans

des circonscriptions tiraillées entre démocrates et républicains, le nom du président peut s'avérer toxique. Les candidats de son parti tentent de concentrer leur campagne sur la solide croissance économique tandis que les démocrates font tout pour rappeler ses politiques controversées sur l'immigration, la santé ou le commerce.

• Des électeurs moins passionnés

Les statistiques montrent que les "midterms" n'attirent pas les foules. Selon les services du recensement, seulement 41,9% des électeurs avaient rempli leur devoir civique en 2014, contre 61,4% en 2016, lorsque les élections au Congrès étaient couplées au scrutin présidentiel. Mais cette année, la participation pourrait battre des records en raison d'une forte mobilisation des opposants à Donald Trump, notamment les jeunes.

A travers le monde

• Bahreïn/Politique. Le chef de l'opposition condamné à la perpétuité

Le chef de l'opposition chiite à Bahreïn, Cheikh Ali Salmane, a été condamné hier en appel à la prison à perpétuité pour "intelligence" avec le Qatar, pays du Golfe boycotté par Manama et d'autres alliés de l'Arabie saoudite. Des ONG ont aussitôt dénoncé un jugement politique.

• Etats-Unis/Justice. Le narcotraffiquant El Chapo en procès à New York

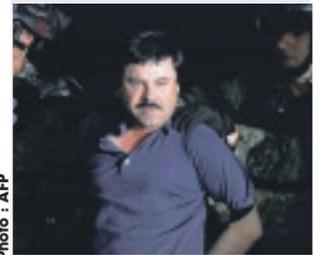


Photo : AFP

Il est accusé d'avoir dirigé 25 ans durant le plus puissant cartel de drogue au monde : le Mexicain Joaquín "El Chapo" Guzmán, extradé aux Etats-Unis en 2017 après deux évasions au Mexique, sera jugé sous haute sécurité à New York à partir de ce lundi.

• Israël/Sécurité. Perquisition au siège du ministère palestinien chargé de Jérusalem

Les services de sécurité israéliens ont mené hier matin une perquisition dans le bâtiment abritant le ministère palestinien chargé de Jérusalem, confisquant du matériel, a indiqué son ministre Adnane al-Husseini.

• Syrie/Conflit. Douze membres d'une force antijihadistes tués par l'EI

Douze membres d'une force arabo-kurde soutenue par la coalition antijihadistes dirigée par Washington ont été tués hier dans une attaque du groupe Etat islamique (EI) dans l'est de la Syrie, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

• Ukraine/Corruption. Une militante décède après une attaque à l'acide

Une militante anticorruption ukrainienne, Kateryna Gandziouk, grièvement blessée en juillet dans une attaque à l'acide, est décédée à l'hôpital, a-t-on appris hier auprès des sources soutenant sa cause.

• Yémen/Combats. 53 Houthis tués à Hodeida

Des dizaines de rebelles Houthis, 53 au total, ont été tués depuis samedi dans des combats et des frappes aériennes à Hodeida, sur la côte ouest du Yémen, ont affirmé hier à l'AFP des sources médicales